

Le chef du Nouveau parti démocratique a décrit la situation avec beaucoup d'éloquence. Des millions de boisseaux de céréales demeurent entreposés dans les fermes, beaucoup de cultivateurs n'ayant pas livré un seul boisseau de blé depuis des mois. Cela signifie pour eux des mois d'attente sans un sou qui rentre, alors qu'ils dépensent leurs dollars pour faire face aux coûts croissants attribuables aux taux d'intérêt élevé que le ministre a imposés il y a quelques mois dans ce domaine.

Bien des cultivateurs des Prairies sont aujourd'hui au bord de la tragédie. Encouragés par le gouvernement, ils ont fait l'année dernière de lourds investissements en capital et en équipement. Ils ont emprunté de l'argent et maintenant les banques, les marchands de matériel agricole et autres réclament leur argent. On menace de saisir les biens hypothéqués et le matériel. De toute évidence, les réserves d'argent s'épuisent dans bien des petites villes où la régularité des livraisons de blé aux éleveurs est essentielle à la vie. Par suite de l'inaction du gouvernement, le cultivateur de l'Ouest se voit privé de cette source de revenu indispensable. A cause de l'absence de liquidité et du resserrement du crédit, les institutions qui d'habitude faisaient passer le cap aux cultivateurs de l'Ouest sont elles-mêmes à court d'argent comptant. Aussi se font-elles insistantes auprès des cultivateurs. Les marchands de carburant, les magasins d'alimentation, les compagnies de service public et les entreprises de crédit au consommateur sont maintenant tous obligés d'exiger leurs paiements des agriculteurs qui manquent de fonds et qui sont par conséquent dans une situation désespérée.

Non seulement le gouvernement fédéral n'a rien fait pour relancer la circulation des fonds dans l'Ouest. Il a même refusé de reconnaître qu'il y a là un problème. La société juste équivaldra-t-elle à la société dure? Il est évident que la situation le laisse croire. Le gouvernement a fait plus que négliger le problème, il l'a aggravé. L'inflation, la hausse des coûts du crédit et le maintien des impôts élevés multiplient le problème.

Je n'ai certes pas besoin de retenir l'attention de la Chambre pour démontrer la gravité de la condition de l'agriculteur de l'Ouest. D'après nos indicateurs économiques à long terme, nos agriculteurs doivent vendre davantage de blé et subir certains redressements. On nous a rappelé durant la campagne des élections fédérales que le premier ministre s'y connaît pour vendre du blé. Je l'ai entendu dire récemment à la télévision que depuis quelques années nos ventes de blé laissaient à désirer et que nous devons améliorer notre rendement. Il a promis de vendre une

moyenne de 430 millions de boisseaux par an. Or, il semble dire maintenant que ce n'est pas au gouvernement de vendre du blé. Je propose l'établissement d'un nouvel organisme de vente doté d'une politique à long terme concernant les ventes de blé. Je ne crois pas que la Commission canadienne du blé convienne. Sauf erreur, les organisations de vente privées des États-Unis sont parvenues à vendre beaucoup de blé à l'étranger. A mon avis, le gouvernement devrait mettre le gouvernement des États-Unis en présence des faits. Nos deux pays devraient parvenir à un accord. Après tout, nous avons un intérêt commun dans la vente du blé et dans le maintien des débouchés. A long terme, il n'y a rien à gagner à réduire les prix parce que la demande de blé manque de flexibilité. On n'élargit pas le marché en réduisant les prix. C'est pourquoi j'affirme que le gouvernement a subi un échec désastreux. Il n'a pas réussi à maintenir notre position sur le marché ni à obtenir un accord avec les États-Unis. Les deux pays doivent s'assurer des débouchés constants et réguliers pour notre blé.

Puisqu'il est question de la quantité de blé accumulé et des répercussions possibles dans les années à venir, nous devrions, il me semble, voir ce que cela représente par rapport à nos marchés. En 1960, sauf erreur, le marché international du blé s'établissait à 1 milliard de boisseaux. Il y avait à l'époque un excédent mondial d'environ 2.5 milliards de boisseaux, dont près de 0.7 milliard au Canada. Autrement dit, le report mondial en 1960 correspondait à deux fois et demie le marché mondial de blé. A la fin de la campagne agricole de 1968, le marché international du blé atteignait, si je ne me trompe, environ 2 milliards de boisseaux et le report était de 1.5 milliard de boisseaux. Les réserves de blé en 1968 étaient donc manifestement inférieures au chiffre annuel des ventes. L'excédent de blé sera plus considérable à la fin de la présente campagne agricole et une bonne partie de cet excédent se trouvera au Canada. Je doute, néanmoins, que le report excède la demande annuelle sur l'ensemble des marchés mondiaux.

• (3.50 p.m.)

Bien entendu, je crois comprendre que la répartition du marché a changé depuis et qu'une partie substantielle du marché consiste en céréales de qualité inférieure. Je ne crois pas que nos agriculteurs aient été encouragés à opter pour la production de ces céréales. De toute façon, monsieur l'Orateur, il importe de comparer ces excédents à la demande mondiale et si je suis bien renseigné, l'excédent considérable que nous avons au Canada ne serait l'équivalent que d'une année de la